



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'IRLANDE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE DUBLIN

N° 3 – Mars 2021

En bref

Les comptes nationaux pour 2020 laissent clairement apercevoir une reprise de l'économie en K, profitant aux secteurs tournés vers l'export et dominés par les multinationales implantées en Irlande. La détérioration de l'environnement macro-financier sous l'effet de la pandémie mettra un certain temps à se traduire sur le bilan des banques, mais les fonds propres du système bancaire dans son ensemble devraient suffire à absorber les pertes éventuelles.

Zoom sur

D'après les comptes nationaux pour le quatrième trimestre 20 publiés par l'équivalent irlandais de l'Insee, le *Central Statistics Office* (CSO), et relayés par Eurostat, l'Irlande enregistre la plus forte récession trimestrielle (-5,1%) de l'Union européenne (UE). En comparaison, la récession de la zone euro pour le quatrième trimestre s'élève à -0,7%, soit une différence de +4,4 points. D'un trimestre à l'autre, ce chiffre négatif résulte de la forte progression de l'investissement (+28%) et des importations (+24%), alors qu'en parallèle les exportations progressaient de façon moins soutenue (+4%) et que la consommation reculait (-2%), tirant alors la demande finale intérieure vers le bas (-9%).

LE CHIFFRE À RETENIR

357

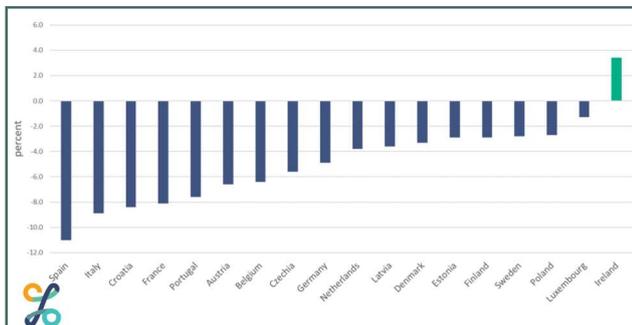
357 Mds€, c'est le Produit Intérieur Brut réel de l'Irlande en 2020 selon les estimations préliminaires du CSO publiées plus tôt ce mois-ci. Ce nombre indique une croissance économique de 3,4% l'année dernière, et ce malgré l'impact de la pandémie de Covid-19.

Macroéconomie

1 Comptes annuels 2020

D'après les comptes trimestriels publiés par le CSO, le PIB réel en volume s'élève à 357 Mds€ en Irlande en 2020, soit une croissance de +3,4% par rapport 2019. Le Produit National Brut (PNB) tenant compte des sorties des profits des multinationales dans les comptes a, quant à lui, crû de +0,6% pour s'établir à 266 Mds€. L'Irlande est ainsi la seule économie européenne à afficher une croissance positive en 2020 (Figure 1), la zone euro affichant une récession de -6,6%.

Figure 1 : PIB à prix constants par pays en 2020



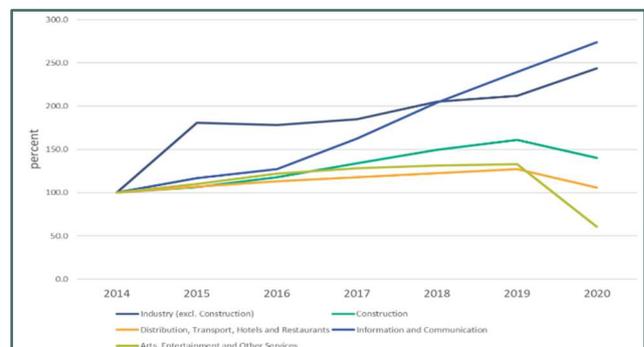
Source : CSO

Comptes nationaux

La répartition du PIB par secteur économique confirme l'impact très inégal de la pandémie en Irlande, une tendance qui a été largement soulignée depuis le début de la crise sanitaire. Ainsi, la valeur ajoutée dans les secteurs tournés vers les multinationales (industrie ; information et communications) a nettement progressé (+18,2%), tandis que celle dans les secteurs où se concentrent les entreprises irlandaises (construction ; commerce, transports, hôtels et restaurants ; arts et spectacles) a suivi une tendance inverse (-9,5%) (Figure 2).

Parmi les principaux postes de la demande intérieure, la consommation des ménages a chuté sous l'effet des restrictions sanitaires (-9%), de même que l'investissement porté par les produits de propriété intellectuelle (-32%) s'est effondré. Au total, la demande intérieure modifiée* (-5,4%) – mesure alternative corrigée des effets liés à la mondialisation – a pour l'essentiel été soutenue par la consommation publique (+10%).

Figure 2 : Valeur ajoutée par secteur, 2020



Source : CSO

Comptes internationaux

Le compte courant de la balance des paiements de l'Irlande s'est établi en territoire positif en 2020, à 17 Mds€ ou 4,6% du PIB. Sans surprise, les comptes internationaux soulignent la bonne performance des exportations (+6%) et de l'excédent commercial (73,4 Mds€) favorisé, pour ce dernier, par la chute des importations (-11%).

Déclaration du ministre des finances

Commentant ces chiffres, Paschal Donohoe, le ministre des finances irlandais, a souligné que la croissance du PIB irlandais résultait entièrement du niveau record atteint par les exportations malgré la chute de la demande au niveau global. Celles-ci ont nettement bénéficié de l'envol de la demande en médicaments et produits liés au traitement de la Covid-19 (biens), ainsi que de la généralisation du télétravail (services) dans le contexte actuel de pandémie.

Le ministre a de nouveau rappelé que le PIB n'était pas un indicateur fiable de l'économie irlandaise compte tenu de l'activité des multinationales. C'est pourquoi il retient essentiellement les trois chiffres ci-après, qui selon lui reflètent mieux les réalités du terrain : la baisse de la demande intérieure modifiée* (-5,4%), la chute de la consommation des ménages (-9%) ainsi que, sur une note plus optimiste, la résilience du nombre de nouveaux logements livrés (-2%) malgré les fermetures répétées de chantiers pendant la crise.

2 Prévisions de croissance 2021

En 2021, les prévisions de croissance vont de 3,4% à 5,3% ([Tableau infra](#)).

Tableau récapitulatif des prévisions de croissance

Variation annuelle du PIB réel en %	2020	2021	2022
Commission européenne	3	3,4	3,5
Banque centrale	2,5	3,8	4,6
ESRI	3,4	4,9	n/a
Davy Research	3,3	4,8	5,5
AIB Research	3	5	4,5
Ibeq	0,8	5,3	6,2

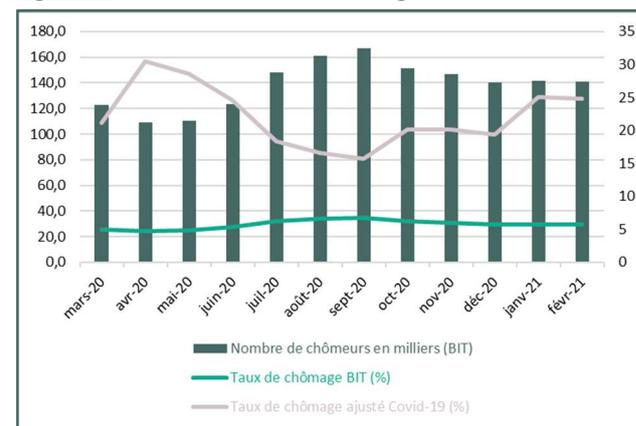
Source : SE de Dublin

Les restrictions sanitaires placées au niveau d'alerte maximale du plan de lutte contre la Covid-19 depuis le 24 décembre 20, et récemment prolongées jusqu'au 5 avril 21, tirent néanmoins ces estimations à la baisse. Dans ses dernières projections macroéconomiques, la Commission européenne anticipe ainsi une croissance irlandaise à 3,4% cette année, soit un chiffre en deçà de la moyenne en zone euro (3,8%).

3 Chômage

Le taux de chômage en Irlande se stabilise à 5,8% de la population active au mois de février 21 par rapport au mois précédent. S'il est inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE (6,8% en janvier 21), ce chiffre, calculé en application des normes européennes et internationales, ne reflète pas les nombreux bénéficiaires des allocations versées au titre des dispositifs spéciaux liés à la Covid-19, ces personnes ne remplissant pas les critères arrêtés par le Bureau International du Travail (BIT) ([Figure 3](#)).

Figure 3 : Évolution du chômage



Source : SE de Dublin, à partir des données fournies par le CSO

Le CSO évalue le taux de chômage à l'aide d'un nouvel indicateur : le « *COVID-19 Adjusted Measure of Unemployment* ». En intégrant l'ensemble des personnes ayant perdu leur emploi sous l'effet de la crise sanitaire au sein des chômeurs – celles-ci bénéficiant de l'allocation spécifique mise en place pour soutenir leurs revenus (*Pandemic Unemployment Payment* ou PUP) – le taux de chômage ajusté s'établit ainsi à 24,8% au mois de février 21.

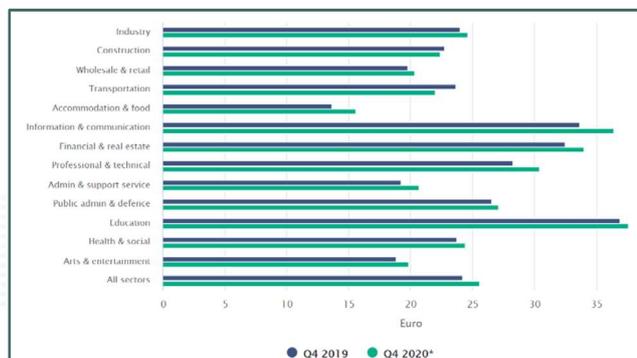
Quant au taux de chômage des jeunes (15-24 ans), il s'élève à 15,1% (mesure standard) ou 56,8% (indicateur ajusté).

4 Salaires

D'après les données fournies par le CSO, le salaire hebdomadaire moyen s'établit à 845€ au quatrième trimestre 20, tous secteurs confondus, en Irlande. Cela représente une hausse sans précédent de +7,5% par rapport au quatrième trimestre 19.

Le salaire horaire moyen suit la même tendance : il s'établit à 25,56€ au quatrième trimestre 20, en augmentation de +5,5% par rapport au quatrième trimestre 19. Il varie sensiblement selon les secteurs d'activité (Figure 4) et s'élève par exemple à 37,5€ dans l'éducation contre 15,5€ dans l'hébergement et la restauration.

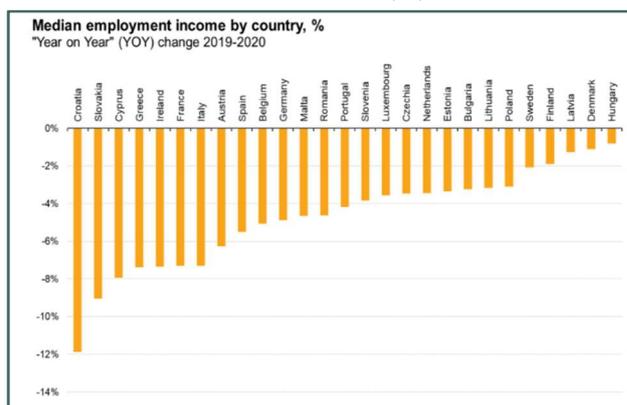
Figure 4 : Salaire horaire moyen par secteur économique



Source : CSO

Ces chiffres doivent toutefois être nuancés dans le contexte actuel puisqu'ils n'intègrent que les revenus des personnes ayant maintenu une activité professionnelle pendant la crise sanitaire, y compris les bénéficiaires du dispositif de chômage partiel (« *Employment Wage Subsidy Scheme* » ou EWSS). A l'inverse, les revenus des personnes ayant perdu leur emploi pendant la crise ou dépendantes des aides perçues au titre du PUP ne sont pas compris dans les données statistiques. La composition du marché du travail apparaît dès lors très différente sous l'effet de la Covid-19 et de la fermeture de pans entiers de l'économie.

Figure 5 : Revenu de l'emploi médian par pays
Variation entre 2019 et 2020 (%)



Source : Eurostat

Une étude de la Commission européenne (« *COVID-19 impact on employment income, 2020* ») tenant compte de l'augmentation sans précédent du nombre de travailleurs absents ou au temps de travail réduit (personnes en activité) et des pertes d'emplois (personnes sans activité) pendant la crise reflète ce biais observé dans les chiffres du CSO. Si l'institution européenne souligne que les mesures de soutien aux revenus des ménages ont permis de réduire l'impact de la pandémie sur le revenu de l'emploi médian, ce dernier aurait reculé de -7% en 2020 par rapport à 2019 en Irlande contre -5,2% dans l'UE en l'absence d'indemnités versées par le gouvernement (Figure 5).

Ce chiffre varie selon les salaires concernés, avec une réduction de -10% pour les bas salaires et de -5% pour les salaires les plus élevés en Irlande. Les bas salaires ont donc subi des pertes de revenus deux fois plus élevées que les hauts salaires en 2020.

5 Ventes de détail

Les ventes de détail (en volume), tous secteurs confondus, se sont effondrées avec les restrictions qui ont marqué le début d'année (Figure 6). En janvier 21, elles enregistraient un recul de -21,8% par rapport à décembre 20 ou de -14,1% par rapport à janvier 20. Hors automobiles, cette chute est moins soutenue et s'élevait à -16% en glissement mensuel ou encore -10% en glissement annuel.

Figure 6 : Indice des ventes de détail en volume



Source : SE de Dublin, à partir des données fournies par le CSO

D'un mois à l'autre, cette tendance à la baisse s'observe dans l'ensemble des secteurs, à l'exception des appareils électriques (+1%) dont les ventes ont légèrement augmenté.

Sur une base annuelle, lorsque l'on regarde les chiffres pré-crise au mois de février 20, les ventes de boissons dans les bars (-91%), de vêtements, chaussures et textiles (-68%), de livres, journaux et papeterie (-53%), de mobiliers et éclairages (-40%) ou encore de carburant (-22%) figurent parmi les plus exposées à la pandémie et à la fermeture des commerces non-essentiels qui l'accompagne.

A l'inverse, les ventes de produits alimentaires, boissons et tabac dans les magasins spécialisés (+19%) et non-spécialisés, y compris les supermarchés (+12%), ont progressé. Enfin, la part de ventes de détail en ligne a augmenté sous l'effet des restrictions, passant de 3,5% en février 20 à 11% en janvier 21.

Un rapport publié par *Retail Excellence* (« *Retail Productivity Review* ») appelle davantage de clarté de la part du gouvernement, à la fois sur les aides apportés aux commerces qu'à la stratégie de réouverture après plusieurs mois à la peine.

Finances publiques

1 Point d'étape sur la situation sanitaire

L'ESRI a récemment invité Paschal Donohoe à s'exprimer sur l'impact économique de la Covid-19 alors que la crise sanitaire dure depuis maintenant un an. En termes de finances publiques, le ministre a d'abord rappelé l'étendue des mesures de soutien aux revenus des ménages et des entreprises mais aussi des mesures d'urgence destinées à renforcer la capacité du système de santé irlandais. Au total, la réponse budgétaire à la pandémie atteint à ce jour 38 Mds€, soit 18% du GNI* (mesure alternative au PIB corrigée des distorsions liées aux multinationales).

S'il reconnaît qu'un retrait trop prématuré du soutien de l'Etat serait une erreur de politique économique, Paschal Donohoe n'en souligne pas moins la nécessité de réduire le déficit public une fois l'économie relancée, et ce afin de maîtriser la trajectoire et *in fine* le service de la dette. Pour mémoire, la dette publique pourrait s'élever à 239 Mds€ en 2021 contre 200 Mds€ pré-crise, soit 115% du GNI*. A ce titre, la Commission européenne indique que la dette/habitant de l'Irlande pourrait cette année dépasser largement celle de ses homologues européens, à 48 291€ contre 29 217€ en moyenne dans l'UE-27 (Figure 7).

Figure 7 : Dette par habitant en Europe

Country	2021 (€)	% change on 2020
Ireland	48,291	8.8%
Belgium	47,840	5.7%
Italy	45,408	5.1%
France	41,759	7.8%
UK	38,463	5.9%
Austria	38,110	7%
Euro Zone average	35,193	5.9%
Germany	29,549	3.3%
EU-27	29,217	6%
Denmark	22,365	-4.2%

Source : The Irish Times

Enfin, le ministre a déclaré que la réponse budgétaire contra-cyclique du gouvernement était rendue possible par la politique monétaire accommodante de la Banque Centrale Européenne (BCE), via notamment son « *Pandemic Emergency Purchase Programme* ». Depuis le début de la crise, 10 Mds€ de titres de dette irlandais ont ainsi été achetés par l'Eurosystème. En d'autres termes, la BCE est le premier créancier de l'Etat irlandais. Une telle politique permet de maintenir les taux d'intérêt à des niveaux faibles pour soutenir l'économie. A noter toutefois que cet environnement à taux bas affecte le modèle opérationnel des banques irlandaises (*infra*).

2 Affaire Davy Group

Le 1^{er} mars 21, la société de courtage irlandaise J&E Davy's s'est vue infliger une amende record de 4,1 millions d'euros par la Banque Centrale d'Irlande (CBI) pour avoir enfreint les règles du marché de l'UE.

En conséquence, la *National Treasury Management Agency* (NTMA), agence chargée de la gestion des obligations émises par l'État irlandais, a annoncé, le 8 mars 21, le retrait avec effet immédiat du pouvoir d'agir en tant que spécialiste en valeurs du Trésor (« *primary dealer* » en anglais) du courtier mis en cause. Paschal Donohoe a apporté son soutien à cette décision, jugée « *appropriée compte tenu des récentes conclusions très sérieuses de la CBI* ».

LE CHIFFRE DU MOIS

11

D'après un rapport commandé par *Social Justice Ireland*, l'indice permettant de mesurer les progrès accomplis pour atteindre les Objectifs de Développement Durable fixés par les Nations Unies, le « *Sustainable Progress Index* », classe l'Irlande à la 11^{ème} place sur les 15 pays européens évalués (Figure 8) en 2021. L'indice examine le développement réalisé dans l'économie, la société et l'environnement à travers un ensemble d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs. Si l'Irlande occupe respectivement la 10^{ème} et la 6^{ème} place dans les domaines économique et social, ses résultats en matière environnementale lui valent la dernière place du classement (Figure 9). Au total, l'indice souligne la performance du pays quant à la qualité de son éducation ou l'état de ses écosystèmes terrestres. En revanche, la marge de progression reste importante dans l'accès à une énergie abordable et propre, la transition vers une consommation et production (agricole notamment) responsables, l'action pour le climat, la protection de la biodiversité ou encore le développement de capacités logistiques et numériques à travers le pays.

Figure 8 : Classement des pays selon le « *Sustainable Progress Index* »

Country	Index Score	Country Rank
Sweden	0.663	1
Denmark	0.651	2
Netherlands	0.606	3
Finland	0.602	4
Austria	0.554	5
Germany	0.544	6
United Kingdom	0.499	7
France	0.477	8
Luxembourg	0.476	9
Belgium	0.474	10
Ireland	0.456	11
Portugal	0.403	12
Italy	0.385	13
Spain	0.376	14
Greece	0.340	15

Source : Social Justice Ireland

Figure 9 : Classement de l'Irlande par dimension économique, sociale et environnementale et Objectifs de Développement Durable (SDGs)

Economy		10
SDG 8:	Good Jobs and Economic Growth	9
SDG 9	Industry, Innovation and Infrastructure	12
Society		6
SDG 1	No Poverty	9
SDG 2	Zero Hunger	12
SDG 3	Good Health and Wellbeing	7
SDG 4	Quality Education	2
SDG 5	Gender Equality	9
SDG 10	Reduced Inequality	8
SDG 16	Peace and Justice	4
SDG 17	Partnerships for the Goals	9
Environment		15
SDG 6	Clean Water and Sanitation	12
SDG 7	Affordable and Clean Energy	14
SDG 11	Sustainable Cities and Communities	6
SDG 12	Responsible Consumption and Production	14
SDG 13	Climate Action	13
SDG 14	Life Below Water	6
SDG 15	Life on Land	4

Source : Social Justice Ireland

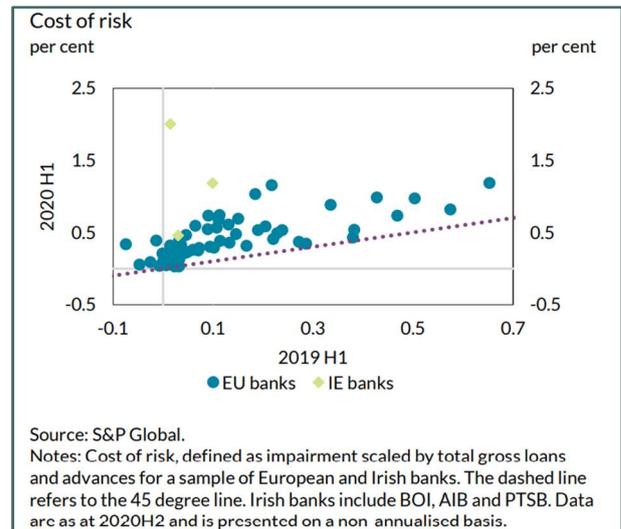
Secteur financier et assurances

1 Banques : Résultats annuels 2020

S'il est encore trop tôt pour voir se traduire le plein impact de la crise sanitaire sur le bilan des banques, la rentabilité de ces dernières a néanmoins fortement décliné en 2020. La présentation des résultats annuels de Bank of Ireland (BoI), Allied Irish Banks (AIB) et Permanent TSB (PTSB), les trois principales banques irlandaises, indique une perte avant impôt de respectivement -760 M€, -931 M€ et -166 M€ en 2020 par rapport à un profit de 645 M€, 499 M€ et 42 M€ en 2019. Ce résultat tient pour l'essentiel aux charges de dépréciation (« *impairment charges* ») : il s'agit de provisions enregistrées comptablement par anticipation dans le bilan des banques, et ce afin de couvrir les risques d'impayés, les défauts et autres pertes inattendues résultant de la Covid-19. Or, les provisions financières réalisées par les banques irlandaises ont été parmi les plus prudentes de la zone euro l'année dernière (Figure 10). BoI a ainsi provisionné 1 133 M€ sur l'ensemble de l'année contre 215 M€ l'année précédente, dont 60% sur encours sains. AIB a mis de côté 1 460 M€ en 2020 contre 16 M€ en 2019.

Autre indicateur de la baisse de rentabilité du système bancaire dans le contexte actuel : la marge nette d'intérêt (« *net interest margin* »), écart entre le taux auquel la banque prête et celui auquel elle se refinance et composante principale des revenus du secteur, diminue sous la pression des taux bas voire négatifs en zone euro. Et la faible demande de crédit amplifie cette tendance ; les nouveaux prêts ayant partout diminué. AIB a ainsi enregistré une baisse de -25% de ses nouveaux prêts et vu sa marge nette d'intérêt passer de 2,37% en 2019 à 1,94% en 2020.

Figure 10 : Pertes attendues comptabilisées en coût du risque au premier semestre 20

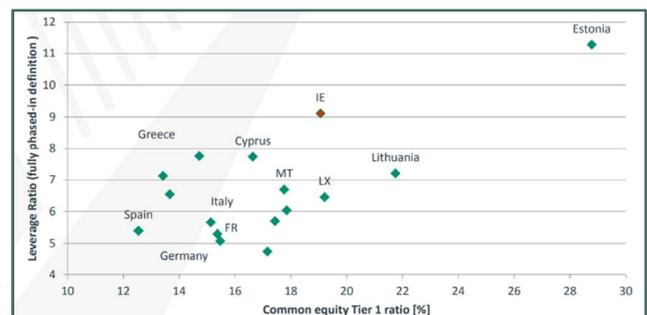


Source : CBI

Malgré l'assainissement opéré après la crise financière de 2008, BoI, AIB et PTSB enregistrent des taux de créances douteuses à respectivement 5,7%, 7,3% et 7,6% en 2020, en augmentation de 1 à 2 points par rapport à 2019.

La pandémie a, par ailleurs, renforcé l'usage des technologies et la nécessité de disposer d'une infrastructure numérique suffisamment robuste pour garantir la fourniture de services bancaires essentiels. Pour répondre à cette évolution vers la « *digital banking* », BoI a récemment annoncé la fermeture de 103 agences en Irlande.

Figure 11 : Ratios d'exigence en fonds propres



Enfin, et sur une note plus optimiste, la CBI estime dans son dernier rapport sur la stabilité financière que les fonds propres du système bancaire irlandais dans son ensemble suffiront à absorber les pertes éventuelles résultant de la crise sanitaire en Irlande (Figure 11). BoI, AIB et PTSB ont, en effet, rapporté des ratios d'exigence en fonds propres (« *Common Equity Tier 1 (CET1) ratio* ») nettement supérieurs aux exigences fixées par les régulateurs. BoI présente ainsi un ratio CET1 résilient en 2020 (14,9%) par rapport à 2019 (15%) et largement supérieur au niveau minimum requis (9,8%).

2 Ulster Bank

Le retrait progressif d'Ulster Bank, tel qu'annoncé par Netwest Group le 19 février 21 à la suite d'un examen stratégique qui a duré plusieurs mois, pourrait aggraver le manque de concurrence sur le marché du crédit bancaire en Irlande, conduisant à l'augmentation des taux d'intérêt et des frais bancaires et freinant, dès lors, les banques à jouer leur rôle de financement de l'économie pourtant clé dans le contexte de crise sanitaire.

3 Règles macro-prudentielles sur les prêts hypothécaires

Une étude publiée par l'ESRI (« *House prices and mortgage credit: Empirical evidence for Ireland – An update* ») indique que les prix immobiliers pourraient être 9% plus élevés en l'absence de mesures macro-prudentielles. Introduits en 2015 par la CBI, les instruments macro-prudentiels portant sur les crédits immobiliers, dits « *Loan to Value (LTV) & Loan to Income (LTI) limits* » visent à resserrer les conditions d'emprunt via l'imposition (i) d'un dépôt minimal allant de 10% à 30% de la valeur de l'actif immobilier selon le profil de l'emprunteur (LTV), ainsi que (ii) d'une limite à l'encours total du prêt hypothécaire qui ne peut dépasser de 3,5 fois le revenu brut annuel de l'emprunteur (LTI).

Au total, ces règles strictes héritées de la crise financière ont conduit à une réduction de -8% du montant moyen des prêts immobiliers ces dernières années, et à une réduction quasi équivalente des prix du logement.

Les critiques portées sur ces règles demeurent néanmoins vives : en conduisant les banques à appliquer des taux plus élevés, elles pénalisent les emprunteurs irlandais. En décembre 20, le taux d'intérêt moyen sur les nouveaux prêts hypothécaires s'élevait par exemple à 2,76% en Irlande contre 1,29% dans la zone euro, soit le deuxième taux le plus élevé après la Grèce.

4 Brexit

D'après le dernier *Financial Services Brexit Tracker* publié par le cabinet d'audit financier EY, Dublin est la destination favorite des services financiers quittant la City en raison du Brexit. Sur les 222 entreprises du secteur basées à Londres, 36 envisagent ou ont déjà confirmé la relocalisation de leurs salariés et de leurs opérations à Dublin. Après la capitale irlandaise, Luxembourg est la deuxième destination la plus populaire (29 sociétés), suivie de Francfort (23) et Paris (14).

Entreprises

1 PME

Selon une étude de l'*Association of Chartered Certified Accountants* (ACCA Ireland), 30% des petites et moyennes entreprises (PME) interrogées envisagent de supprimer des emplois pour rester financièrement viables. Les trois quarts d'entre elles se disent préoccupées par la trésorerie, identifiée comme étant la principale inquiétude. Malgré l'aide apportée par l'Etat, les loyers et les charges pèsent lourdement sur leur liquidité.

2 Aides d'Etat

Les données recueillies par la Commission européenne indiquent que l'Irlande est l'Etat membre de l'UE à avoir le moins exploité la flexibilité prévue par les règles en matière d'aides d'Etat dans le contexte de la Covid-19. Ainsi, le montant des aides accordées aux entreprises s'élevait à 0,93 Mds€ en 2020, soit 0,26% du PIB irlandais en 2019. La vice-Présidente de la Commission, Margrethe Vestager, a indiqué que l'Irlande avait davantage utilisé les subventions et autres aides non-remboursables. Du reste, le gouvernement a reçu le feu vert de l'institution européenne concernant son programme dédié au secteur du tourisme, le « *Tourism Business Continuity Scheme* ». D'un montant de 55 M€, il est cependant jugé insuffisant par les entreprises du secteur au vu des pertes enregistrées l'année dernière, estimées à 7 Mds€. La Commission a également approuvé un plan de 26 M€ en réponse à l'impact de la Covid-19 sur les aéroports au deuxième trimestre 20.

3 Numérique

L'Irlande arrive à la dernière place d'un classement réalisé par le cabinet de conseil *BearingPoint* sur la « maturité numérique » de ses entreprises. Sur une note maximale de 5, le pays a obtenu une note moyenne de 2,53. L'évaluation portait sur pas moins de 239 activités numériques, allant de la disponibilité d'un e-commerce ou d'un site web aux interactions de l'entreprise sur les réseaux sociaux. L'Irlande a notamment perdu de nombreux points sur la gestion de la relation e-client.

En parallèle, un rapport de *Grant Thornton* indique qu'un tiers des entreprises irlandaises estime devoir accélérer leur transition numérique pour survivre à la pandémie.

Tableau des indicateurs mensuels

	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20	janv-21
Production							
PIB trimestriel à prix constants (Mds€) (Référence = 2018)			94,6			89,8	
<i>Croissance réelle (glissement annuel, g.a.)</i>			8,9%			-0,2%	
Indice de production industrielle (Base 100 = 2015)							
<i>Secteur traditionnel</i>	105,8	91,7	89,1	90,6	128,6	123	123,1
<i>Secteur moderne</i>	110,5	108,6	108,6	110,8	109,2	114,5	116,2
Purchasing Managers Index (PMI)	105	87,2	84,1	85,1	134,3	127	127
<i>Industrie</i>	57,3	52,3	50,0	50,3	52,2	57,2	51,8
<i>Services</i>	51,9	52,4	45,8	48,3	45,4	50,1	36,2
<i>Construction</i>	53,2	44,0	47,0	48,6	53,5	52,3	21,2
Compte courant							
Importations de marchandises (Mds€)	8,2	6,8	6,1	7	8,6	7	n/a
Exportations de marchandises (Mds€)	13,1	14,4	13,5	12,2	14,5	12,4	n/a
Solde commercial (Mds€)	4,9	7,6	7,3	5,2	5,8	5,4	n/a
Balance courante trimestrielle (Mds€)			12,7			7,1	
<i>Balance courante en % du PIB</i>			12,8%			7,5%	
Evolution des prix							
Inflation CPI (glissement mensuel, g.m.)	-0,2%	-0,1%	-0,4%	-0,6%	0,3%	0,3%	0,1%
Prix résidentiels à l'achat (g.m.)							
<i>National</i>	0,2%	0,0%	0,2%	0,4%	0,5%	0,8%	n/a
<i>Irlande sauf Dublin</i>	0,5%	0,0%	0,4%	0,4%	0,7%	1,3%	n/a
<i>Dublin</i>	-0,2%	0,0%	0,1%	0,5%	0,3%	0,3%	n/a
Loyers dans le parc privé (g.m.)	0,2%	0,2%	0,4%	-0,5%	0,0%	0,4%	0,3%
Marché du travail							
Nombre de chômeurs (Milliers)	148,4	161,4	166,8	151,4	146,9	140,6	141,8
<i>Taux de chômage</i>	6,2%	6,6%	6,8%	6,2%	6,0%	5,8%	5,8%
<i>Taux de chômage des jeunes</i>	17,1%	17,7%	18,6%	16,6%	16,5%	15,5%	15,6%
Salaire horaire moyen (€)			24,4			25,6	
<i>Variation du salaire horaire moyen en g.a.</i>			3,9%			5,5%	
Consommation et investissement							
Consommation finale privée (variation en g.t.)			21,3%			-2,3%	
Investissement (g.t.)			4,4%			28,7%	
Indice de la vente au détail (variation en g.a.)	9,1%	8,6%	10,8%	7,7%	-4,3%	8,3%	-14,1%
<i>Hors automobiles</i>	5,7%	6,8%	9,1%	9,4%	-2,8%	7,3%	-9,8%
<i>Automobiles</i>	15,0%	13,6%	18,4%	3,7%	-9,4%	14,2%	-19,5%
Secteur financier							
Encours de dépôt des ménages (g.m.)	1,6%	0,2%	0,6%	1,4%	0,5%	0,8%	1,5%
Encours de dépôt total (g.m.)	1,4%	0,1%	1,9%	1,3%	0,9%	2,3%	-0,4%
Encours de crédit aux ménages (g.m.)	0,8%	0,0%	0,3%	0,1%	-1,4%	0,0%	-0,5%
Encours de crédit hypothécaire des ménages (g.m.)	1,1%	-0,1%	0,3%	0,1%	-1,6%	0,6%	-0,3%
Encours de crédit aux SNF (g.m.)	-2,1%	0,1%	-2,2%	-0,9%	0,3%	-2,0%	-0,6%
Indice boursier ISEQ (dernier)	6099,6	6434,4	6380,9	6427,7	7184,7	7376,3	7047,3
Rendement de l'obligation à 10 ans (dernier)	-0,107	-0,034	-0,139	-0,247	-0,254	-0,304	-0,193

Tableau des indicateurs annuels

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Production						
PIB annuel à prix courants (Mds€)	262,8	270,8	300,3	326,9	356,0	n/a
<i>Croissance réelle</i>	25,2%	2,0%	9,1%	8,5%	5,6%	n/a
Indice de production industrielle (Base 2015 = 100)	100,0	101,8	99,5	94,6	97,3	n/a
Valeur ajoutée brute des multinationales (Prix constants/2018 - M€)	102 083	102 661	113 099	131 826	140 903	n/a
<i>En % de la VAB totale</i>	39,7%	39,3%	40,3%	42,8%	43,4%	n/a
Compte courant						
Exportations de marchandises (Mds€)	112,4	119,3	122,7	140,6	152,5	n/a
Importations de marchandises (Mds€)	70,1	74,2	83,0	92,0	90,6	n/a
Solde commercial (Mds€)	42,3	45,1	39,7	48,6	61,9	n/a
Balance courante (% du PIB)	4,4%	-4,2%	0,5%	10,6%	-9,4%	n/a
Evolution des prix						
Inflation CPI (Moyenne annuelle)	-0,3%	0,0%	0,4%	0,5%	0,9%	-0,3%
<i>Inflation hors énergie</i>	0,6%	0,7%	0,1%	0,1%	1,0%	0,075%
Variation des prix immobiliers (Glissement annuel (g.a.) au 31/12)						
<i>Irlande sauf Dublin</i>	10,7%	11,2%	12,7%	9,6%	2,8%	n/a
<i>Dublin</i>	3,9%	6,6%	11,7%	3,8%	-0,9%	n/a
Population						
Population	4 687 800	4 739 600	4 792 500	4 857 000	4 921 500	4 977 400
<i>Variation annuelle</i>	0,9%	1,1%	1,1%	1,3%	1,3%	1,1%
Solde migratoire	-11 600	3 100	19 800	34 000	33 700	28 900
Marché du travail						
Population active	2 170 500	2 195 600	2 220 500	2 410 100	2 471 700	n/a
<i>Variation annuelle</i>	0,6%	1,2%	1,1%	8,5%	2,6%	n/a
<i>Taux de participation</i>	60,0%	61,9%	62,2%	62,2%	62,7%	n/a
Nombre de chômeurs	187 500	147 400	132 900	128 800	110 600	n/a
<i>Taux de chômage</i>	8,7%	7,2%	6,1%	5,4%	4,5%	n/a
Nombre de personnes employées dans le secteur public	327 100	333 100	341 500	347 100	355 800	n/a
<i>En % de l'emploi total</i>	16,5%	16,3%	15,3%	15,2%	15,1%	n/a
Nombre de personnes employées par les multinationales	189 236	203 483	215 506	231 229	245 096	n/a
<i>En % de l'emploi secteur privé</i>	15,2%	15,6%	15,4%	15,8%	16,1%	n/a
Salaire annuel moyen	36 457	36 933	37 637	38 871	40 283	n/a
<i>Variation annuelle</i>	1,3%	1,3%	1,9%	3,3%	3,6%	n/a
Revenu disponible brut des ménages (M€)	88 318	93 179	99 271	104 402	n/a	n/a
<i>Variation annuelle</i>	4,6%	5,5%	6,5%	5,1%	n/a	n/a
Salaire horaire minimum (€)	8,65	9,15	9,25	9,55	9,8	10,1

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Consommation et investissement						
Consommation finale privée (g.a.)	3,2%	5,0%	2,4%	2,8%	3,2%	n/a
Formation brute de capital fixe (g.a.)	50,2%	50,9%	0,0%	-6,2%	74,8%	n/a
Secteur financier						
Encours de dépôt des ménages (g.a.)	3,6%	2,5%	3,7%	4,5%	6,2%	n/a
Encours de crédit total (g.a.)	-11,7%	-6,2%	0,6%	1,4%	-4,5%	n/a
<i>Ménages</i>	-5,1%	-4,1%	1,9%	1,4%	0,7%	n/a
<i>Prêts immobiliers</i>	-1,6%	-4,6%	1,6%	1,4%	0,5%	n/a
<i>SNF</i>	-22,1%	-9,6%	-2,4%	1,8%	-5,7%	n/a
Indice boursier ISEQ (Moyenne annuelle)	6 258,3	6 167,7	6 781,4	6 557,7	6 305,5	n/a
Gouvernement						
Dépenses publiques (Mds€)	77,1	76,6	78,8	83,4	87,6	n/a
Recettes publiques (Mds€)	71,9	74,7	77,9	83,9	89,1	n/a
Déficit/excédent public (Mds€)	-5,2	-1,9	-0,9	0,4	1,5	n/a
<i>En % du PIB</i>	-2,0%	-0,7%	-0,3%	0,1%	0,5%	n/a
<i>En % du GNI*</i>	-3,2%	-1,1%	-0,5%	0,2%	0,7%	n/a
<i>En % des recettes publiques</i>	-7,2%	-2,5%	-1,2%	0,5%	1,7%	n/a
Dettes publiques (Mds€)	201,6	200,6	201,2	205,9	204,2	n/a
<i>En % du PIB</i>	76,7%	74,1%	67,0%	63,0%	57,4%	n/a
<i>En % du GNI*</i>	124,0%	114,8%	108,1%	103,6%	95,6%	n/a
<i>En % des recettes publiques</i>	284,3%	268,5%	258,3%	251,4%	229,2%	n/a
<i>Par habitant ('000€)</i>	43 000	42 350	42 000	42 400	41 450	n/a
Politique énergétique						
Consommation finale d'énergie (En % du total) :						
<i>Charbon</i>	2,8%	2,4%	2,1%	2,1%	2,1%	n/a
<i>Tourbe</i>	1,8%	1,7%	1,6%	1,6%	1,5%	n/a
<i>Pétrole</i>	57,3%	57,8%	57,5%	57,3%	56,5%	n/a
<i>Gaz naturel</i>	15,2%	15,4%	15,5%	15,8%	15,9%	n/a
<i>Energies renouvelables</i>	3,5%	3,4%	3,9%	3,8%	3,9%	n/a
<i>Autres (non-renouvelables)</i>	0,4%	0,3%	0,4%	0,4%	0,5%	n/a
<i>Electricité</i>	19,1%	18,9%	19,0%	18,9%	19,7%	n/a
Dépendance de l'approvisionnement aux importations	88%	69%	66%	67%	n/a	n/a

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international